

□ 20/09/2017



NOUVELLES 2017 - Quelques semaines après l'annulation du résultat des élections générales par la Cour suprême, les responsables chrétiens et musulmans exigent des garanties à la commission électorale

Quelques semaines après la décision de la Cour suprême kényane d'annuler les résultats des élections générales du 8 août, les religieux chrétiens et musulmans, réunis au sein du Conseil interreligieux, ont publié une déclaration conjointe.

Dans cette déclaration publiée début septembre, ils interpellent la commission électorale kényane (IEBC) sur ses responsabilités. « Cette fois, l'IEBC doit démontrer aux Kényans qu'elle travaille différemment et doit améliorer ses systèmes et ses infrastructures de manière à ce que les électeurs puissent croire aux résultats ».

Critiques

Accusée d'être à la solde du président kényan Uhuru Kenyatta, la commission électorale est vivement critiquée par l'opposition kényane réunie au sein du National Super Alliance (NASA). Celle-ci qui avait exigé, comme condition préalable à sa participation au prochain scrutin, la recomposition de l'organe organisateur et une révision du système de votation électronique.

Très critique, le Conseil interreligieux a également fait observer que « la Commission électorale

indépendante devrait se concentrer sur les prochaines élections en se préoccupant en premier lieu de mettre de l'ordre en son sein et ne pas conduire en ayant le regard fixé sur le rétroviseur ». Insistant sur l'échec des élections du 8 août, les religieux kényans ont estimé que l'IEBC ne doit pas « attendre une décision de la Cour Suprême dans la mesure où elle sait d'ores et déjà quels sont ses manquements. »

Élections du 17 octobre

De nouvelles élections sont prévues au Kenya pour le 17 octobre mais le climat politique demeure tendu. L'opposition rejette la date prévue pour le nouveau scrutin, arguant qu'elle a été fixée sans concertation.

Face à la polémique qui enflé et à la pression de l'opposition, l'IEBC a été remaniée, le 5 septembre. L'opposition a, en outre, obtenu un audit du fichier électoral comme autre garantie pour des élections transparentes. « Nous disons qu'il y a un certain nombre de responsables électoraux qui devraient être renvoyés chez eux », s'était insurgé Raila Odinga, le leader de l'opposition après l'annulation des résultats des élections du 8 août. « D'autres devraient faire l'objet d'une enquête et être inculpés pour les crimes odieux qu'ils ont commis lors des dernières élections », avait-il ajouté.

Lucie Sarr avec Fides et Jeune Afrique Source: la croix